

PRÉFET DE LA REGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Service Connaissance, Etudes, Prospective
et Evaluation

Lyon, le 10 septembre 2010

Avis proposé par : Nicole CARRIÉ
Unité Evaluation Environnementale
Tél. : 04 37 48 36 41
Télécopie : 04 37 48 36 31
Courriel : nicole.carrie
@developpement-durable.gouv.fr

**Avis de l'autorité environnementale
sur la demande d'autorisation d'exploiter une installation de combustion
Commune de THONES
Département de Haute-Savoie
Présentée par la société MERMILLOD-PORRET**

REFER : *Q:\UEE\EIE\Projets\Avis AE projets\avis ICPE\74 ICPE
UT2010\Mermillod-Porret_Thones\avis définitif*

Préambule :

Compte-tenu de l'importance et des incidences du projet sur l'environnement, le projet d'installation de combustion sur la commune de THONES, présenté par la société MERMILLOD-PORRET, est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L. 122-1 et R. 122-1-1 du code de l'environnement.

L'avis porte sur la qualité de l'étude d'impact, de l'étude de danger et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet. Il devra être mis à la connaissance du public.

Comme prescrit à l'article L. 122-18 et R. 512-3 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage a produit un dossier comportant notamment une étude d'impact et une étude de danger. Le dossier comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R. 512-2 à R.512-10. Il a été déclaré recevable le 08 juillet 2010. et a été transmis à l'autorité environnementale le 12 juillet 2010, **qui en a accusé réception le 15 juillet 2010.**

Afin de produire cet avis et en application de l'article R. 122-1-1 IV, le préfet de département et ses services compétents en environnement ont été consultés le 15 juillet 2010.

PRÉSENTATION DU PROJET ET DE SON CONTEXTE

1.1. Le pétitionnaire

Raison sociale : MERMILLOD - PORRET S.A.S

Adresse de l'établissement : 7 rue des Vernaies à 74230 - THONES

Activité principale de l'établissement : fabrication de mobilier en bois aggloméré-mélangé.

1.2. Sa motivation

Suite à une mise en demeure du préfet de Haute-Savoie, l'exploitant demande une autorisation au titre des ICPE afin de régulariser sa situation administrative. D'autre part, il remplace l'ancienne installation de combustion par une installation neuve de puissance identique mais plus performante en ce qui concerne les nuisances.

1.3 Les principales caractéristiques du projet

L'établissement est implanté depuis 1975 en zone industrielle sur la commune de Thones. Il est soumis à autorisation pour le travail du bois et, depuis 1987, pour l'exploitation d'une chaufferie de faible puissance (0,5 MW) destinée à la valorisation énergétique des chutes de production. S'il s'agissait d'un combustible commercial (gaz, fioul, charbon, bois brut...), l'installation ne serait pas classée (seuil de déclaration = 2 MW). Par contre, comme le combustible est composé exclusivement de chutes et de copeaux d'aggloméré-mélangé, l'installation est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2910-B (seuil d'autorisation = 0,1 MW).

1.4 La localisation

L'établissement est situé en zone industrielle UX, qui autorise les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et exclut les habitations, hormis celles nécessaires à l'exploitation (par exemple concierge).

1.5 Le contexte environnemental et les principaux enjeux environnementaux

- Un arrêté préfectoral de protection du biotope du 29 décembre 1986 a défini une zone située à 4 km de l'installation ;
- Un site Natura 2000, répondant à la directive oiseaux, a défini une zone située à 3 km de l'installation ;
- Il n'y a pas d'édifice classé à moins de 500 m de l'installation ;
- Le Fier est à 15 m mais l'installation ne rejette aucune eau industrielle ;
- Les captages d'eau potable sont à une distance supérieure à 1 000 m et à flanc de montagne à une altitude notablement plus élevée.

1-6 Les principaux risques d'impacts potentiels

Le rejet atmosphérique provenant de l'installation de combustion est susceptible de générer l'impact le plus important. Or, l'étude d'impact montre que même en prenant des hypothèses pénalisantes (COV intégralement assimilés aux formaldéhydes), l'impact sur la santé des riverains les plus proches est largement acceptable (indice de risque = 0,019 pour un indice admissible = 1 concernant les effets de substance avec seuil et Excès de Risque Individuel = 10^{-6} pour 10^{-5} admissible concernant les effets de substance sans seuil).

I. ANALYSE DU CARACTERE COMPLET DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, DE SA QUALITE ET DU CARACTERE APPROPRIE DES ANALYSES ET INFORMATIONS QU'ELLE CONTIENT.

L'étude d'impact et l'étude de danger sont complètes. L'étude d'impact comporte les six chapitres prévus à l'article R 512-8 II du code de l'Environnement :

- l'analyse de l'état initial ;
- l'analyse des principaux effets du projet sur l'environnement ;
- les raisons pour lesquelles parmi les partis envisagés le projet a été retenu, notamment par rapport aux préoccupations d'environnement ;
- les mesures prises pour supprimer, réduire, à défaut compenser les impacts ;
- la justification du choix des mesures envisagées et les performances attendues, notamment par rapport aux meilleures techniques disponibles ;
- les conditions de remise en état ;
- le résumé non technique.

L'étude de danger comporte les éléments définis à l'article R 512-9 du Code de l'Environnement.

I.1- Avis sur la qualité et sur le caractère approprié de l'étude d'impact

- L'étude d'impact couvre l'ensemble des thèmes requis. Les protections et inventaires sont bien identifiés, notamment les ZNIEFF dont les cartes ont été insérées au dossier ;
- Les études thématiques sont proportionnées aux enjeux, sachant que l'impact principal concerne l'air. L'établissement ne prélève pas d'eau et ne rejette aucune eau industrielle. Aucun enjeu environnemental n'a été identifié concernant l'eau, les espaces naturels et agricoles, l'occupation des sols et les risques naturels.

• Analyse de l'état initial

L'état initial a été correctement décrit, les enjeux environnementaux sont bien identifiés, hiérarchisés et localisés :

- les données météorologiques proviennent de la station de Meythet. La commune de Thônes est située à la confluence de deux vallées. La rose des vents a été modulée par rapport au relief local et serait assez proche de celle de Meythet si l'on examine l'orientation des vallées ;
- le réseau de surveillance de la qualité de l'air APS ne dispose pas de station de mesure sur la commune de Thônes. En tout état de cause, le projet consiste à remplacer une ancienne chaudière par une nouvelle de puissance identique, voire légèrement plus faible bénéficiant de nouvelles technologies intégrées pour le traitement des fumées ;
- la population sensible (essentiellement les enfants) a été localisée, l'établissement scolaire le plus proche est à 400 mètres du site. Par contre, il existe dans la zone des établissements recevant du public et des commerces ;
- des recherches bibliographiques ont été réalisées concernant l'hydrologie et la qualité des eaux souterraines et superficielles, alors même que l'installation n'aura strictement aucun impact sur les eaux ;
- les espaces agricoles, les espaces naturels, les habitats Natura 2000, les ZNIEFF et les ZICO ont été localisés et sont à plus de trois kilomètres du site ;
- les édifices et les sites classés ont été localisés, il n'y en a aucun à moins de 500 m de l'installation. De plus, il n'y aura aucune modification paysagère ;
- l'impact sonore a été évalué conformément à la réglementation ;
- les risques naturels ont été identifiés, la commune de Thônes est concernée par les risques de crue torrentielle, les mouvements de terrains et les avalanches. Toutefois, d'après la carte de localisation des risques naturels, le site se trouve en zone d'aléa nul ;

- il n'existe pas de site industriel à risque majeur (SEVESO) aux environs du site ;
- les infrastructures de transport sont uniquement des voies routières.

- ***Analyse des principaux effets du projet sur l'environnement***

L'étude d'impact a analysé l'ensemble des effets sur l'environnement :

- respect du plan d'occupation des sols ;
- effets sur le paysage ;
- effets sur les sols et le sous-sol ;
- impact sur l'eau ;
- émissions lumineuses ;
- niveaux sonores et vibrations ;
- gestion des déchets ;
- impact sur la faune, la flore et les équilibres biologiques ;
- impacts liés au transport ;
- utilisation rationnelle de l'énergie ;
- émissions atmosphériques et odeurs ;
- effets sur la santé.

S'agissant des enjeux principaux, l'étude des deux derniers effets (émissions atmosphériques et santé) a été particulièrement développée.

- ***Raisons pour lesquelles parmi les partis envisagés le projet a été retenu, notamment par rapport aux préoccupations d'environnement***

La valorisation interne des chutes de production réduit les coûts énergétiques du site et limite considérablement les rotations de camions (pas de transport de déchet de bois ni d'un autre combustible l'hiver). Toute autre solution aurait nécessité des transports supplémentaires, l'implantation d'un système de chauffage spécifique et des coûts d'exploitation supplémentaires pour l'entreprise.

- ***Mesures prises pour supprimer, réduire, à défaut compenser les impacts***

L'impact prépondérant est dû aux rejets de la chaudière qui est la seule installation classée soumise à autorisation dans l'établissement, et dans une moindre mesure aux activités de travail du bois. Les dispositions mises en place ont été comparées aux Meilleures Technologies Disponibles.

I.2 Maîtrise des risques accidentels- étude de danger

Les potentiels de danger ont été identifiés et caractérisés de façon exhaustive. Le risque majeur est représenté par une explosion du silo à sciure. Ce scénario a été modélisé et cartographié. Il n'y aurait pas d'effet léthal à l'extérieur de l'entreprise et moins de 10 personnes seraient exposées à des effets irréversibles. Ce qui permet de conclure à un risque acceptable selon les critères de la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000.

I-3 Analyse des méthodes

L'étude de dangers a été menée par la méthode dite « du nœud papillon » combinant des arbres de défaillances et d'autres événements. L'analyse de l'accidentologie sur des installations similaires a conduit à appliquer cette méthode sur les scénarii d'incendie.

Concernant les modélisations, le logiciel FLUXTHERM basé sur la méthode TNO a été utilisé pour les scénarii d'incendie, et les conséquences d'une explosion de poussières ont été estimées selon la méthodologie préconisée par l'INERIS dans le guide de l'état de l'art sur les silos (version 2 d'avril 2005).

I-4 Résumés non techniques de l'étude d'impact et de l'étude de danger

Les résumés non techniques reprennent fidèlement les grands chapitres de l'étude d'impact et de l'étude de danger, et couvrent l'ensemble des volets réglementaires. La description de l'entreprise, de l'environnement et de ses effets sur l'environnement sont résumés de manière claire et concise. Le résumé de l'étude d'impact indique clairement que la survenue d'effets toxiques sur la population environnante est très peu probable.

Le résumé de l'étude de dangers expose quant à lui les différents scénarii accidentels et montre par la grille d'analyse de la maîtrise du risque que celui-ci est acceptable.

II – AVIS SUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE PROJET

Par rapport aux enjeux du territoire et aux enjeux du projet sur l'environnement, le dossier présente une analyse correcte des impacts du projet sur les différentes composantes environnementales. Les impacts sont identifiés et traités.

Le projet prend en compte de façon justifiée l'ensemble des enjeux environnementaux définis par les articles R. 512-8 et R. 512-9 du code de l'environnement, notamment au regard des enjeux identifiés et hiérarchisés.

Les mesures prévues par le pétitionnaire pour prévenir ou réduire les inconvénients du projet paraissent pertinentes, et privilégient la suppression de ces inconvénients dans la mesure du possible. Leur faisabilité technique est correctement démontrée, avec des engagements fermes et chiffrés.

Les principales mesures sont résumées ci-après.

Milieu "eau"

Sans objet car absence de rejet d'eau industrielle.

Milieu "air"

La pollution de l'air est provoquée par la combustion de chutes et de copeaux d'agglomérés produisant des poussières de dimension importante (0,7 à 1,5 mm). Les poussières les plus fines provenant de l'usinage et du transport dans le silo sont captées par des filtres à manche. Le dépoussiérage final après combustion est assuré par un traitement multi-cyclones dont le constructeur garantit une concentration inférieure à 150 mg/Nm³.

Les COV ne sont pas traités mais la chaudière est de faible puissance, donc de faible débit de sortie. Les panneaux de particules sont à faible teneur en formaldéhydes et proviennent de trois fournisseurs implantés en France et en Suisse.

Une mesure réalisée le 3 juin 2009 sur l'ancienne chaudière de puissance identique a révélé une concentration de 17,8 mg/Nm³ en COV, notablement inférieure à la concentration maximale de 50 mg/Nm³ imposée par la réglementation nationale.

Pour l'habitation la plus proche, et en assimilant tous les COV à des formaldéhydes, l'étude quantitative de risques sanitaires a montré par les calculs qu'il était peu probable que ce rejet induise un effet indésirable.

Déchets

La réutilisation en valorisation énergétique des chutes de fabrication de meubles et des copeaux d'aggloméré contribuent à limiter la production et le transport de déchets vers un traitement extérieur.

Prévention des pollutions accidentelles

Il n'y a au sein de l'établissement que 120 litres d'huile combustible conditionnée dans deux fûts et 4 bidons de 200 litres de fuel, le tout étant stocké sur rétentions métalliques et dalle béton. La principale pollution accidentelle pourrait être générée par les eaux d'extinction

d'incendie. Le site n'a pas été conçu pour les retenir, mais il suffira d'ajouter deux ballons obturateurs gonflables sur le réseau d'eaux pluviales pour retenir 615 m³ d'eaux dans les sous-sols, les fosses d'atelier et les quais. Or, les besoins estimés en eau ne sont que de 420 m³ d'après la circulaire D9.

CONCLUSION

En conclusion, l'étude d'impact et l'étude de danger sont claires et proportionnées aux enjeux, avec une prise en compte suffisante de ces derniers.

Pour le préfet de région, par délégation,
pour le directeur régional, par délégation,
le chef du service CEPE


Philippe GRAZIANI
